

## JEUDI 4 SEPTEMBRE 2014

- = « Il reste un peu de temps, mes frères... » p.1
- = Ils avaient raison : nous sommes proches de l'effondrement ! p.3
- = Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle p.9
- = Que se passe-t-il lorsqu'un gouvernement détruit sa monnaie ? p.15
- = Le peso argentin s'effondre p.18
- = La Chine change p.21
- = Apparition de taux d'intérêts négatifs = disparition du bon sens p.21
- = « Le gouvernement Valls est la dernière étape avant le chaos !... » p.23
- = Les puissances européennes au seuil d'une nouvelle récession p.29
- = John Williams – Pas de Bail-ins Bancaire , de l'Inflation p.31
- = Sur les risques d'une guerre nucléaire entre l'OTAN et la Russie p.33
- = Refuser la dette illégitime p.38



### « Il reste un peu de temps, mes frères... »

2 septembre 2014 par **Paul Jorion** [REPRISE]

[Même Paul Jorion sait que nous nous dirigeons vers un effondrement de civilisation très bientôt (d'ici quelques mois ou quelques années au mieux)]



Dans Melbourne où la vie s'est éteinte, le calicot « Il reste un peu de temps, mes frères... » est agité par la brise. Scène finale de « On the Beach » (Le dernier rivage) de Stanley Kramer (1959), d'après le roman de Nevil Shute, avec Gregory Peck, Ava Gardner, Fred Astaire et Anthony Perkins. Les cinq dernières minutes du film, ci-dessous.

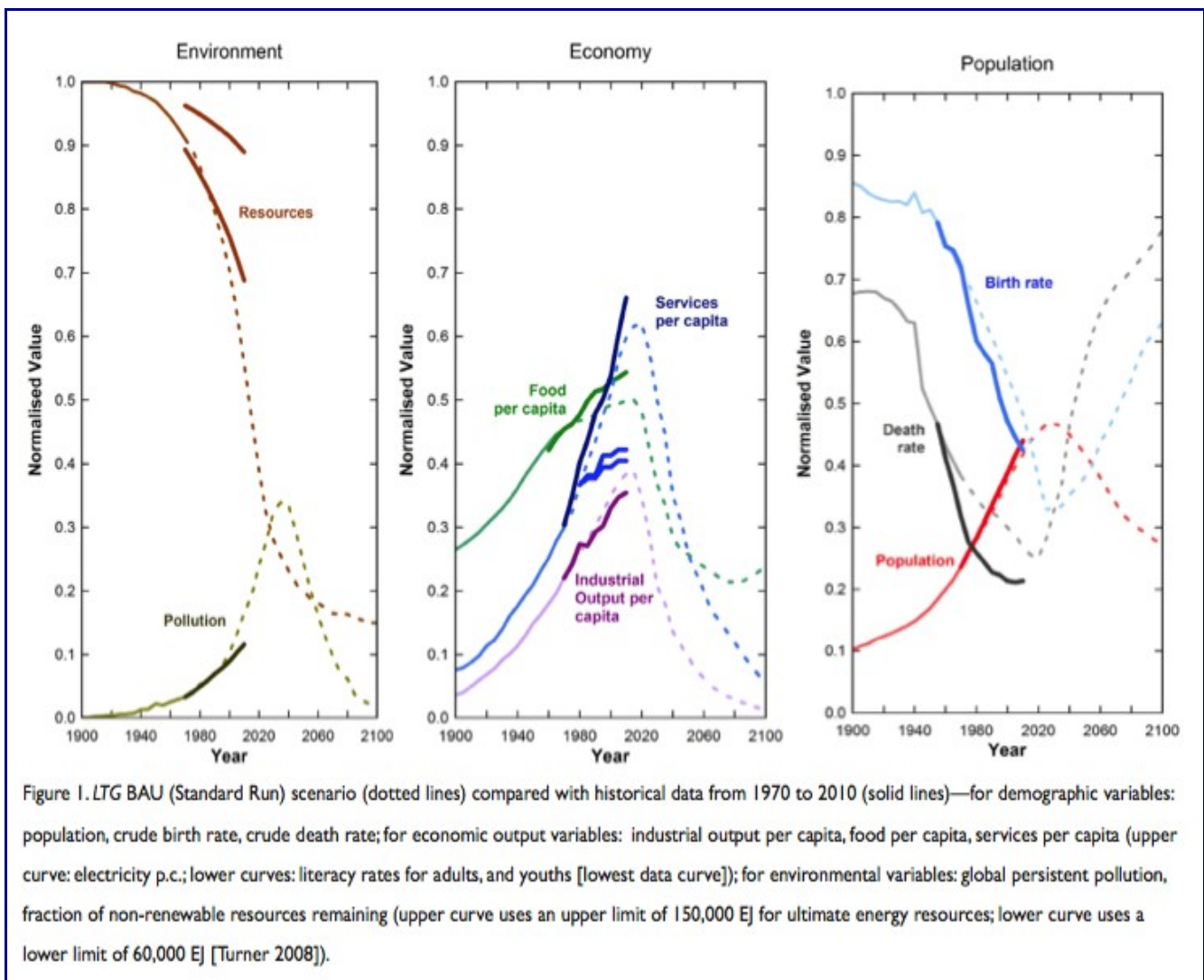
- Is Global Collapse Imminent ? (L'effondrement global est-il imminent ?) par Graham Turner, *Melbourne Sustainable Society*

*Institute*, août 2014

- Limits to Growth was right. New research shows we're nearing collapse (« Halte à la croissance » avait raison : **des recherches récentes montrent que l'effondrement est proche**), par Graham Turner et Cathy Alexander, *The Guardian*, le 2 septembre 2014 [Article original traduit en français tout de suite après celui-ci.]

Dans « Halte à la croissance ? » publié en 1972, encore appelé « Rapport du club de Rome » ou « Rapport Meadows », du nom de deux de ses quatre rédacteurs : Donella H. Meadows et Dennis L. Meadows, les auteurs passaient en revue un ensemble de scénarios envisageables dont le pire possible : celui du « business as usual », en français : « je-m'en-fichisme », conduisant à l'effondrement environnemental et civilisationnel dans la période 2015-2030.

Dans son récent rapport, Graham Turner de l'Université de Melbourne montre que c'est ce scénario qui a prévalu.



En pointillé les prédictions de 1970 pour le scénario « je-m'en-fichiste » ; en plein l'évolution effectivement observée [nous n'avons rien fait depuis 1970 pour éviter ce scénario].

« Il reste un peu de temps, mes frères... »

## Ils avaient raison : nous sommes proches de l'effondrement !

02 septembre 2014 | Par Jean-François Goulon Médiapart

Quarante ans après sa publication, les prévisions de *The Limits to Growth* ont été validées par une toute nouvelle étude australienne. *Attendez-vous à l'apparition prochaine des premiers signes de l'effondrement mondial...*

Par Graham Turner & Cathy Alexander. Article publié dans *The*

## **Guardian, le 2 septembre 2014: Limits to Growth was right. New research shows we're nearing collapse**

(traduction: JFG-QuestionsCritiques).

Le livre *The Limits to Growth* [Les limites de la croissance], qui prédisait que notre civilisation s'effondrerait probablement au cours de ce siècle, a été critiqué, depuis sa publication en 1972, comme relevant d'un fantasme apocalyptique. Il y a 12 ans, en 2002, le soi-disant expert en environnement, Bjorn Lomborg, l'a relégué dans les « poubelles de l'Histoire ».

Pourtant, là n'est pas sa place. Une recherche menée par l'université de Melbourne a découvert que les prévisions de ce livre étaient exactes, depuis 40 ans. Si nous continuons à suivre le scénario de ce livre, nous devons nous attendre à voir apparaître prochainement les premiers signes d'un effondrement mondial.

*The Limit to Growth* avait été commandé par un groupe de réflexion appelé le Club de Rome. Les chercheurs, dont les époux Donella et Dennis Meadows, travaillant en marge du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology), ont construit un modèle informatique pour suivre la trajectoire de l'économie mondiale et de l'environnement de la planète. Nommé « World3 », ce modèle informatique était à la pointe du progrès technologique.

La tâche était très ambitieuse. L'équipe suivait les trajectoires industrielle, démographique et alimentaire, ainsi que celles de l'utilisation des ressources et de la pollution. Ils ont modélisé les données jusqu'en 1970, puis ont développé un éventail de scénarios jusqu'en 2100, selon que l'humanité agirait sérieusement sur les questions environnementales et des ressources. Si cela ne se produisait pas, le modèle prédisait « un dépassement des limites et l'effondrement » – de l'économie, de l'environnement et de la population – avant 2070. Ce scénario était intitulé « on continue comme si de rien n'était ».

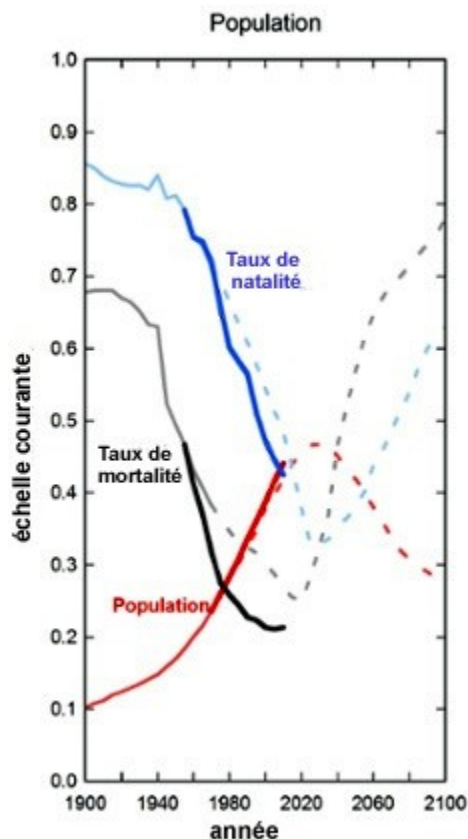
Le point central du livre, très critiqué depuis, est que « la terre est finie » et que la quête d'une croissance illimitée de la population, de biens matériels, etc., conduirait au bout du compte à une débâcle.

Alors, avaient-ils raison ? Nous avons décidé de vérifier ces scénarios après 40 ans. Le D<sup>r</sup> Graham Turner a rassemblé des données de l'ONU (de son

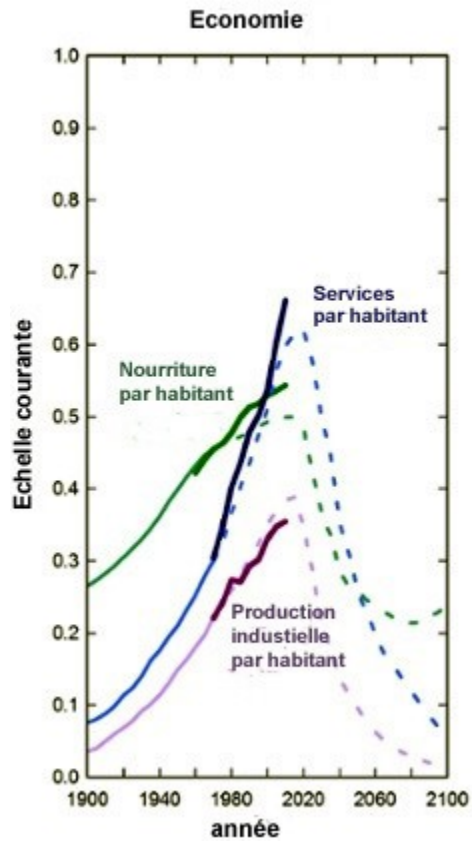
département aux affaires économiques et sociales, de l'UNESCO, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et des statistiques annuelles de l'ONU). Il a également effectué des comparaisons avec les données de l'administration océanique et atmosphérique, avec le rapport statistique de BP, et autres. Ces données ont été reportées sur les scénarios de *The Limits to Growth*.

Les résultats montrent que le monde suit d'assez près la trajectoire « on continue comme si de rien n'était » décrite dans le livre. Ces données ne collent pas avec les autres scénarios.

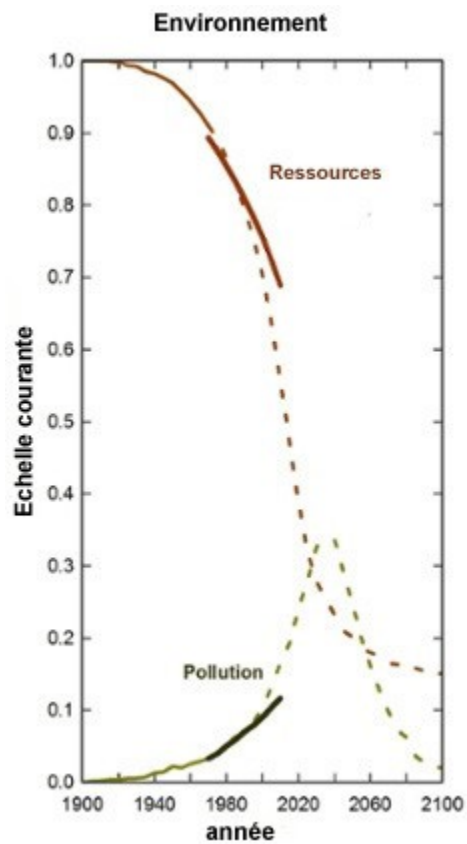
Les graphiques ci-dessous montrent les données du monde réel (d'abord celles issues des travaux du MIT, ensuite celles de notre étude), reportées sur les lignes continues. Les lignes en pointillé montrent le scénario « on continue comme si de rien n'était » jusqu'en 2100. A partir de 2010, les données sont similaires de façon frappante avec les prévisions du livre.



Lignes continues : MIT, nouvelle étude en gras. Lignes en pointillé : scénario « on continue comme si de rien n'était ».



Lignes continues : MIT, nouvelle étude en gras. Lignes en pointillé : scénario « on continue comme si de rien n'était ».



Lignes continues : MIT, nouvelle étude en gras. Lignes en pointillé : scénario « on continue comme si de rien n'était ».

Ainsi que les chercheurs du MIT l'expliquaient en 1972, selon ce scénario, la croissance démographique et la demande de biens matériels conduiraient à plus de production industrielle et plus de pollution. Les graphiques montrent que cela se produit vraiment. Les ressources s'épuisent à un rythme rapide, la pollution augmente, comme la production industrielle et alimentaire par habitant. La population croît rapidement.

Jusqu'à présent, *The Limits to Growth* correspond à la réalité. Alors, que va-t-il se passer ensuite ?

Selon le livre, pour alimenter la croissance continue de la production industrielle, il doit y avoir une utilisation toujours croissante des ressources. Mais celles-ci deviennent plus chères à obtenir à mesure qu'elles s'épuisent. Tandis que de plus en plus de capital va vers l'extraction des ressources, la production industrielle par habitant commencera à décliner à partir de 2030 environ – selon le livre, à partir de 2015 environ.

Tandis que la pollution s'accumule et que la production industrielle dans l'agriculture chute, la production alimentaire par habitant décline. Les services à la santé et à l'éducation sont rognés, et cela se combine pour conduire à une augmentation du taux de mortalité à partir de 2020 environ. La population mondiale commencera à décliner à partir de 2030, d'environ 500 millions de personnes par décennie. Les conditions de vie baisseront pour retrouver des niveaux similaires à ceux du début du 20<sup>ème</sup> siècle.

Dans le livre, ce sont essentiellement les contraintes en matière de ressources qui conduisent à l'effondrement global. Cependant, *The Limits to the Growth* inclut les retombées d'une pollution croissante, y compris le changement climatique. Le livre mettait en garde sur le fait que les émissions de dioxyde de carbone auraient un « effet climatologique » par l'intermédiaire du « réchauffement de l'atmosphère ».

Ainsi que les graphiques le montrent, la recherche de l'université de Melbourne n'a pas trouvé de preuve d'effondrement avant 2010 (bien que la croissance se soit déjà essoufflée dans certaines régions). Mais dans *The Limits to Growth*, ces effets ne commencent à se faire sentir que vers 2015-2030.

Les premières étapes du déclin ont peut-être déjà débuté. La Crise financière mondiale de 2007-2008 et le malaise économique en cours sont peut-être des signes avant-coureurs des retombées des contraintes en matière de ressources. La poursuite de l'enrichissement matériel a contribué à des niveaux insoutenables de dette, avec la hausse soudaine des prix alimentaires et du pétrole contribuant aux défauts de paiement – et à la Crise financière mondiale.

La question du pic de pétrole est capitale. De nombreux chercheurs indépendants concluent que la production de pétrole conventionnel « facile » a déjà atteint un pic. Même la conservatrice Agence Internationale à l'Energie a alerté sur le pic de pétrole.

Le pic de pétrole pourrait être le catalyseur de l'effondrement mondial. Certains voient les nouvelles sources de combustible, comme l'huile de schiste, les sables bitumineux et les filons de gaz de houille comme des sauveurs, mais la question est de savoir jusqu'où ces ressources peuvent être extraites rapidement, pendant combien de temps et à quel coût. Si elles engloutissent trop de capital pour leur extraction, les retombées seraient généralisées.

Notre recherche n'indique pas que l'effondrement de l'économie, de l'environnement et de la population mondiale est une certitude. Nous ne prétendons pas non plus que le futur se déroulera exactement comme les chercheurs du MIT l'avaient prédit en 1972. Des guerres pourraient éclater ; un authentique leadership mondial en matière d'environnement pourrait se faire jour. Dans un cas comme dans l'autre, la trajectoire pourrait être spectaculairement affectée.

Mais nos découvertes devraient tirer la sonnette d'alarme. Il semble improbable que la quête de toujours plus de croissance puisse se poursuivre impunément jusqu'en 2100 sans provoquer de sérieux effets négatifs – et ces effets pourraient se faire sentir plus tôt que l'on ne pense.

Il est peut-être trop tard pour convaincre les politiciens et les élites fortunées de la planète d'emprunter un cap différent. Donc, pour le reste d'entre nous, il est peut-être temps de penser comment nous protéger alors que nous nous dirigeons vers un futur incertain.

Voici ce que *The Limits to Growth* concluait en 1972:



*« Si la tendance actuelle de la croissance démographique, de l'industrialisation, de la pollution, de la production alimentaire et de l'épuisement des ressources se poursuit de façon inchangée, les limites de la croissance sur cette planète seront atteintes à un moment ou à un autre dans les cent prochaines années. Le résultat probable sera un déclin incontrôlable et assez soudain à la fois de la démographie et de la capacité industrielle. »*

Jusqu'à maintenant, il n'y a pas grand-chose qui indique qu'ils avaient tort.

\* \* \*

**Pour en savoir plus sur l'effondrement :**

Lire : [L'effondrement des sociétés complexes](#), de Joseph Tainter (Cambridge University Press/Le Retour aux sources, 2013). Brillante étude sur l'effondrement, incluant l'effondrement économique de l'Empire romain, l'effondrement des Mayas et l'effondrement des Chacoans.

[Too Much Magic – l'Amérique désenchantée](#), de James Howard Kunstler (Le Retour aux sources, 2013). Ce livre inclut une étude sur l'huile et le gaz de schiste et le gaz de houille.

Pour apprendre comment se protéger de l'effondrement programmé :

[Survivre à l'effondrement économique](#), de Piero San Giorgio (Le Retour aux sources, 2011). Manuel pratique.

## **Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle**

**Le Dernier Appel**

**Reporterre samedi 30 août 2014**



*« Nous sommes pris au piège de la dynamique perverse d'une civilisation qui*

*ne fonctionne pas si elle ne croît pas et qui, avec sa croissance, détruit les ressources naturelles qui la rendent possible. (...) Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle. » Et vite ! Voici le Manifeste « Le dernier appel » lancé il y a peu en Espagne.*

---

*Il y a peu en Espagne, le manifeste "Le dernier appel" a été lancé par plus de 250 chercheur-e-s, militant-e-s, syndicalistes, politiques de différents partis, etc., afin d'alerter sur l'effondrement écologique et social à venir si rien n'est fait pour y remédier.*

*En peu de jours, ce manifeste a reçu plus de six mille signatures et a été diffusé largement au travers des réseaux sociaux et de la presse en Espagne et bien au-delà, en anglais, en portugais, en italien, en grec, en espéranto... Le voici en français.*

---

Les citoyennes et citoyens européens, dans leur grande majorité, pensent que la société de consommation actuelle peut « s'améliorer » dans le futur (et qu'elle devrait le faire). En même temps, une bonne partie des habitants de la planète espère se rapprocher petit à petit de nos niveaux de bien-être matériel. Néanmoins, ces niveaux de production et de consommation ont été atteints au prix de l'épuisement des ressources naturelles et énergétiques et d'une rupture des équilibres écologiques de la Terre.

### **Vers un effondrement de civilisation**

Rien de tout cela n'est nouveau. Les chercheur/ses et scientifiques les plus lucides tirent la sonnette d'alarme depuis le début des années 1970 : si les tendances de croissance actuelles (économique, démographique, d'utilisation des ressources, de génération de pollution et d'augmentation des inégalités) se poursuivent, le résultat le plus probable sera l'effondrement de la civilisation.

Aujourd'hui, les nouvelles indiquant que la voie de la croissance est un génocide au ralenti s'accumulent. La baisse de la disponibilité d'énergie bon marché, les scénarios catastrophiques du changement climatique et les tensions géopolitiques pour les ressources montrent que les tendances de

progrès du passé s'écroulent.

Face à ce défi, ni le mantra superficiel au sujet du développement durable ni le simple fait d'adopter les technologies éco-efficaces ou ladite « *économie verte* » — qui dissimule la marchandisation généralisée des ressources naturelles et des services écosystémiques — ne suffisent. Les solutions technologiques censées lutter contre les nombreuses crises environnementales ou contre le déclin énergétique ne suffisent pas non plus.

De plus, la crise écologique n'est pas quelque incident isolé. Elle est essentielle et affecte bien des aspects de la société : alimentation, transport, industrie, urbanisation, conflits militaires... En fin de compte, elle concerne le fondement de notre économie et de nos vies.



- *Pollution au-dessus de New-York* -

## **L'impasse**

Nous sommes pris au piège de la dynamique perverse d'une civilisation qui ne fonctionne pas si elle ne croît pas et qui, avec sa croissance, détruit les ressources naturelles qui la rendent possible. Notre culture, qui idolâtre la technologie et le marché, oublie que nous sommes, fondamentalement, dépendants des écosystèmes et interdépendants.

La planète ne peut pas soutenir la société productiviste et consumériste. Nous avons besoin de bâtir une nouvelle civilisation capable d'assurer une vie dans la dignité pour une énorme population humaine (aujourd'hui, plus de 7,2 milliards de personnes), en constante croissance, qui habite un monde dont

les ressources sont en déclin. Ce but ne peut être atteint que si nous changeons radicalement de mode de vie, de formes de production, de conception des villes et d'aménagement du territoire.

Et, plus que tout, il ne peut être atteint qu'au moyen de changements radicaux dans les valeurs qui orientent ces notions. Nous avons besoin d'une société axée sur la récupération de l'équilibre avec la biosphère et pour qui la recherche, la technologie, la culture, l'économie et la politique sont des moyens pour avancer vers cet objectif.

Pour y arriver, toutefois, nous aurons besoin de toute l'imagination politique, de toute la générosité morale et de toute la créativité technique dont nous disposons.



- Dessin de El Roto : « La solution à la crise est très simple : il faut juste consommer plus pour relancer l'économie et consommer moins pour ne pas bousiller la planète. » -

### **Une profonde rupture politique avec l'hégémonie en vigueur**

Mais, pareille Grande Transformation se heurte à deux obstacles titanesques : l'inertie du mode de vie capitaliste et les intérêts des groupes privilégiés. Afin

d'éviter le chaos et la barbarie vers lesquels nous nous dirigeons actuellement, nous avons besoin d'une profonde rupture politique avec l'hégémonie en vigueur et d'une économie qui soit destinée à satisfaire les besoins sociaux dans les limites imposées par la biosphère, et non pas l'augmentation du bénéfice privé.

Aujourd'hui en Espagne, l'éveil de la dignité et de la démocratie qu'a signifié le « *Mouvement indigné* » du 15M (depuis le printemps 2011) est en train de jeter les bases d'un processus constitutionnel qui ouvre des possibilités à d'autres formes d'organisation sociale.

Cependant, il est essentiel que les divers projets alternatifs prennent conscience des implications associées aux limites de la croissance. Ainsi, doivent-ils proposer des changements beaucoup plus audacieux. La crise de régime et la crise économique ne pourront être surmontées qu'en même temps que le sera la crise écologique.

Dans ce sens, les anciennes politiques fondées sur les recettes du capitalisme keynésien sont loin d'être suffisantes. Ces politiques nous ont amenés, dans les décennies qui suivirent la 2e guerre mondiale, à un cycle d'expansion qui nous a conduits au bord des limites de notre planète.

Un nouveau cycle d'expansion n'est pas envisageable : il n'existe ni la base matérielle, ni l'espace écologique, ni les ressources naturelles qui le permettraient



- *Naufrage d'un pétrolier* -

**Le siècle le plus déterminant de l'histoire de l'Humanité**

Le 21e siècle sera le siècle le plus déterminant de l'histoire de l'Humanité. Il sera une épreuve remarquable pour toutes les cultures et les sociétés, voire, pour l'espèce dans son ensemble. Une épreuve qui décidera de la continuité de notre présence sur la terre et de la possibilité de qualifier d'« humaine » la vie que nous organiserons à l'avenir.

Nous sommes confrontés au défi d'une transformation dont le calibre est analogue aux grands événements historiques tels que la révolution néolithique ou la révolution industrielle.

Mais, attention : la fenêtre d'opportunité est en train de se refermer. Certes, il existe dans le monde entier de nombreux mouvements de résistance qui poursuivent la justice environnementale (l'organisation « *Global Witness* » a enregistré près d'un millier d'écologistes morts au cours des dix dernières années, au cours de leur lutte contre des projets miniers ou pétroliers, alors qu'ils défendaient leurs terres et leurs eaux).



- Logo de Ultima Llamada (le dernier appel) -

### **Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle**

Mais nous disposons de cinq ans tout au plus pour établir un débat large et transversal sur les limites de la croissance et pour bâtir démocratiquement des alternatives écologiques et énergétiques qui soient tout à la fois rigoureuses et viables. Nous devrions être en mesure de convaincre de grandes majorités en faveur d'un changement de modèle économique, énergétique, social et

culturel.

Outre la lutte contre les injustices causées par l'exercice de la domination et de l'accumulation de la richesse, nous parlons d'un modèle qui prenne en compte la réalité, qui fasse la paix avec la nature et qui rende possible le « *vivre bien* » dans les limites écologiques de la Terre.

Une civilisation se termine et nous devons en bâtir une nouvelle. Ne rien faire ou en faire trop peu nous mènera directement à l'effondrement social, économique et écologique. Mais si nous commençons aujourd'hui, nous pouvons encore être les protagonistes d'une société solidaire, démocratique et en paix avec la planète.

## Que se passe-t-il lorsqu'un gouvernement détruit sa monnaie ?

par [Lionel Ségaut \(son site\)](#) mardi 2 septembre 2014

[reprise]

Imaginez cette scène : *"Tout le monde dans le pays est sous le choc. La valeur nette de tout ce que vous possédez a été dévalué de plus de 53% du jour au lendemain. La valeur des comptes épargne a chuté de moitié et ni les commerçants ni les consommateurs ne savent comment réagir parce qu'ils n'ont jamais vécu cela auparavant ..."*

C'est ainsi qu'un homme d'affaires américain décrit son vécu de la dévaluation du peso au Mexique il y a exactement 38 ans, **le 1er Septembre 1976.**

En y regardant de plus près, cela paraissait tellement évident.

Le Mexique avait une montagne de dette menée par des décennies de politiques destructrices, et un taux de change insoutenable avec le dollar américain.

Mais la plupart des gens ont ignoré les signes avant-coureurs et ils ont conservé leur argent en pesos.

Le président mexicain Luis Echevarria s'est plusieurs fois exprimé à la radio pour rassurer ses concitoyens que la monnaie était sous contrôle.



Enfin, sous une pression budgétaire intense, le gouvernement a atteint son point de rupture.

Le 31 Août 1976, ils prennent la décision de dévaluer le peso.

Les gens se sont réveillés le lendemain matin, le 1er Septembre, avec 50% de perte de pouvoir d'achat.

La coïncidence veut qu'aujourd'hui est aussi le 75e anniversaire de l'invasion de la Pologne par les nazis allemands.

**L'événement qui a finalement entraîné le monde dans la guerre.**

L'Allemagne venait de prendre l'Autriche et la Tchécoslovaquie dans les mois précédents.

En mai 1939, Hitler avait dit très clairement :

*"La décision est d'attaquer la Pologne à la première occasion."*

Une semaine avant l'attaque, Hitler confie à ses commandants militaires :

*"J'ai préparé des groupes "Têtes de Mort" avec ordre de tuer sans pitié tous les hommes, les femmes et les enfants d'origine ou de langue polonaise".*

L'Allemagne comptait 60 divisions massées à la frontière polonaise prêtes à intervenir.

**Pourtant, les gens en Pologne sont restés passifs.**

Ils ont continué leur vie dans un état de transe collective sous hypnose de leurs dirigeants.

Enfin, le 30 Août, le gouvernement polonais ordonne une mobilisation partielle pour répondre à la menace allemande.

Inutile de dire qu'il est déjà trop tard.



L'Allemagne mène l'assaut quelques heures plus tard.

C'est une histoire familière qui se répète à travers l'histoire.

Malgré des signes précurseurs évidents, les gens préfèrent rester dans l'ignorance de la réalité. Ils pensent que ce ne sont pas leurs affaires.

Il semble que la nature humaine consiste à vouloir croire que tout ira bien quand un dirigeant politique murmure des paroles apaisantes chargées d'espoir et d'optimisme.

En regardant en arrière, il était clair que le Mexique allait dévaluer le peso.

L'économie réelle en perdition et la fragilité de la monnaie papier étaient totalement insoutenables.

Au plus profond d'eux, les gens le savaient.

Mais ils préféraient le confort de leur ignorance et ils ont laissé les autres choisir leur destin.

**Et ce sont les mêmes qui se sont révoltés derrière les vitrines des banques...**



De la même façon, il était évident qu'Hitler allait décimer la Pologne.

Et les gens le savaient.

Pourtant, des millions de personnes ont fait confiance en leurs dirigeants comme on rassure un veau avant l'abattoir.

*Sommes-nous si différent aujourd'hui ?*

- Les chiffres nous disent que la plupart des banques en Europe sont insolvables
- Le système bancaire dopé à la fausse monnaie "dollar" et les banques

américaines sont dangereusement illiquides

- La plupart des gouvernements occidentaux sont en faillite
- Les fonds de pension sont au bord de la rupture
- La sécurité sociale est insolvable
- Les marchés financiers sont à des valorisations précaires
- Les américains sont obligés de mener des guerres incessantes pour montrer au monde que le dollar est la monnaie de réserve dominante

Ce sont des affirmations basées sur des données disponibles et accessibles à tous.

La curiosité vous y mènera si vous prenez le temps de mener vos propres recherches à condition de ne pas se soumettre à l'hypnose médiatique, bancaire et gouvernementale.

Nos dirigeants nous rassurent de rester calme et que nous prenons le bon chemin.

Il n'y a rien à craindre.

*Tout va bien...*

## **Le peso argentin s'effondre**

Par Wolf Richter - *Testosterone Pit*  
Publié le 04 septembre 2014

Habilement géré par la banque centrale et le gouvernement, le peso argentin ne cesse plus de plonger, chose pour laquelle il est décidément très doué. Jeudi dernier, il a perdu 4,1% sur le marché noir, pour atteindre 14 pesos pour un dollar. Pour la toute première fois. Avec un taux officiel de 8,39 pesos pour un dollar, l'écart entre les deux taux a atteint un record de 5,61 pesos. Un signe que la confiance envers le peso s'évapore.

Il s'agit du plus gros plongeon enregistré depuis le 24 janvier, alors que la banque centrale dévaluait le peso de 15%.

« Attendez-vous à ce que le gouvernement prenne les choses en main et tente de réduire ce taux – et très vite », a écrit Bianca Fernet, économiste américaine installée à Buenos Aires, et contributrice de Wolf Street. Cette « politique monétaire argentine », comme elle l'a expliqué dans [The Bubble](#), impliquerait ceci :

- Forcer les agences gouvernementales à vendre des obligations en dollars à l'échelle locale
- Fermer les bureaux de change pendant plusieurs jours
- Augmenter les taux de prêts interbancaires et forcer les banques à vendre des actifs à l'échelle locale

Dans la journée de vendredi, le peso a enregistré une légère reprise, et son taux de change avec le dollar est passé en-dessous de 14 pesos par dollar, après que la banque centrale se soit débarrassée de 10 millions de dollars de ses réserves de devises étrangères. Mais elle a désespérément besoin de ces réserves – qui sont désormais de moins de 29 milliards de dollars – pour rembourser sa dette en devises étrangères, qui a fait l'objet d'un nouveau défaut le 31 juillet dernier.

« Les taux rendus publics sont inférieurs aux taux réels. Un taux supérieur à 14 n'est bien évidemment pas autorisé », m'a dit Bianca, peut-être de manière un peu ironique, comme c'est de coutume en Argentine. Et puis elle a ajouté : « Les courtiers négocient aujourd'hui à 14,35 ».

Lundi, les courtiers vendaient des dollars à 14,1 pesos par dollar, aussi illégal que ce puisse être.

En septembre 2012, il y a moins de deux ans, lorsque le taux baissait jusqu'à atteindre 6,4 pesos par dollar sur le marché noir (le taux officiel était alors de 4,66 pesos par dollar), l'Argentine a imposé de nouveaux contrôles monétaires afin de limiter l'hémorragie. Ont-ils été effectifs ? Avant la fin de l'année 2013, le peso avait perdu 36% de plus sur le marché noir, pour passer à 10 pesos par dollar. Au cours des dix mois qui se sont écoulés depuis, il a perdu 30% de plus.

En 2011, le peso était encore convertible en dollars au taux d'un pour un. Ce système a commencé à faillir en décembre de la même année, avant qu'un « jour férié » soit annoncé, au cours duquel les comptes en banque en dollars ont été convertis en pesos, et que ces pesos ont été dévalués. Les gens ont perdu 40% de leur épargne.

C'est ainsi qu'a pris fin une situation un peu particulière qui a duré un peu plus de dix ans : une devise « stable », qui ne perdait de sa valeur que « graduellement », à la même vitesse que le dollar. Avant ce semblant très bref de stabilité, la devise a perdu de sa valeur plus rapidement que n'importe

qui aurait pu se l'imaginer ([graphique](#)). Au cours des treize années qui se sont écoulées depuis, elle a perdu 93% de sa valeur contre le dollar.

Alors que les Argentins frappaient sur des casseroles dans les rues de tout le pays en 2002, ils autorisent désormais la dévaluation continue de leur devise en haussant les épaules, bien qu'ils puissent de temps à autres décider de se déchaîner sans raison (comme en décembre 2013... voir [What the Hell Just Happened in Córdoba?](#)).

Ils se sont résignés à ne pas conserver leur devise plus longtemps que nécessaire. Ils ont appris à échapper aux contrôles monétaires de leur gouvernement. Et ils ont perdu toute confiance en la capacité de leur gouvernement à gérer ses finances.

Avec un peso qui ne vaut presque plus rien et une inflation qui atteint un taux annuel de plus de 20%, le PIB, qui est mesuré en pesos et ajusté à l'inflation, ne peut plus être déterminé. La croissance économique de ces dernières années pourrait tout aussi bien n'avoir été qu'un fragment de l'imagination économique du gouvernement.

Mais la dévaluation d'une devise et l'inflation n'apparaissent pas accidentellement. Elles sont les conséquences de politiques préméditées et des actions de gouvernements démocratiquement élus et de banques centrales. Elles ne se terminent que par un défaut volontaire.

La manière dont le gouvernement gère sa dette en devises étrangères, qui ne peut être dévaluée, est une autre forme de défaut. Le 31 juillet, l'Argentine faisait défaut sur sa dette en devises étrangères pour la deuxième fois en treize ans, et la [sixième fois depuis 1950](#) – un signe supplémentaire de sa volonté de ne jamais gérer ses dettes de manière honnête. Et comme nous avons pu le voir, l'identité du gouvernement au pouvoir ne fait aucune différence.

Mais la réalité de la dévaluation du peso contre le dollar est pire encore : depuis 2001, le dollar a perdu 26% de son pouvoir d'achat, grâce aux politiques de la Fed. Mais il y a une différence entre le gouvernement argentin et la gestion financière du gouvernement américain : le premier a dévalué son peso de 93% en treize ans, l'autre a dévalué son dollar d'environ 93% en un siècle.

# La Chine change

04 sept 2014 | [Bill Bonner](http://la-chronique-agera.com/chine-change/) | <http://la-chronique-agera.com/chine-change/>

▪ Nous sommes au China World Hotel, à Pékin. Le hall est vaste et ne ressemble absolument pas à la plupart des hôtels. Lundi, nous étions dans le lobby de l'hôtel Ambassador, à Paris. Comme la plupart des hôtels, il était très calme ; seules quelques personnes y prenaient leur café.

Ici, il y a des centaines de personnes — quasiment toutes jeunes. Nous sommes le plus âgé : un fossile d'un autre continent, d'une autre époque. Les jeunes sont habillés de manière décontractée mais élégante. Ils sont assis en groupe, à discuter... comme s'ils étaient en train de planifier leur prochaine campagne marketing.

C'est tout juste s'il y a des gens au-delà de 40 ans. Nous avons lancé une petite maison d'édition en Chine. Là aussi, la plupart des employés ont la vingtaine. Qu'est-il arrivé aux personnes âgées, nous sommes-nous demandé ? Peut-être n'ont-elles pas réussi à suivre les changements vertigineux qui se sont produits en Chine. Non, ce pays n'est pas pour les vieillards...

"Tout le monde a une grande confiance dans l'avenir", déclare un collègue chinois. "Les choses se sont tant améliorées ces 20 dernières années... Et nous sommes d'avis que ça va continuer".

"Xi Jing Ping [le président chinois] s'occupe sérieusement de la corruption, même aux plus hauts niveaux. Il tente de déréglementer des secteurs entiers. Les règlements et les licences n'étaient en réalité qu'un moyen, pour les autorités, d'exiger des dessous-de-tables et des pots-de-vin. Xi veut se débarrasser de tout ça pour pouvoir faire des affaires plus librement".

Nous ne saurions dire s'il va réussir ou pas. Mais au moins, ça semble prometteur.

## Apparition de taux d'intérêts négatifs = disparition du bon sens

04 sept 2014 | [Simone Wapler](http://la-chronique-agera.com/taux-interets-negatifs/) | <http://la-chronique-agera.com/taux-interets-negatifs/>

▪ Les taux d'intérêt négatifs prouvent que les banques sont dangereuses. Cela signifie que les investisseurs institutionnels ne veulent plus parquer leur argent dans les banques.

En principe, nous vivons dans un système capitaliste.

Dans un tel système, le capital est un bien précieux. Ceux qui n'en ont pas cherchent à l'emprunter à ceux qui en ont. Ceux qui en ont préfèrent le prêter plutôt que de le laisser oisif. Enfin, les détenteurs de capitaux les prêtent à condition que le rendement/risque leur paraisse attractif par rapport au risque pris.

En principe, le taux d'intérêt — le rendement — est fixé par le marché, c'est-à-dire la rencontre des prêteurs et des emprunteurs. S'il y a beaucoup de gens disposés à prêter mais pas beaucoup d'emprunteurs, les taux baissent. Inversement, s'il y a peu de gens disposés à risquer du capital, les taux montent.

### ▪ **Un système déviant**

Oubliez tout ça. Nous ne vivons plus dans un système capitaliste, nous vivons dans un système déviant.

Le capital n'est plus seulement un bien précieux, le reflet d'une richesse déjà créée. Le capital est fabriqué par des banques qui ont acheté à un Etat une licence de création monétaire. Les taux d'intérêt ne sont plus le résultat de la rencontre d'une offre et d'une demande ; ils sont manipulés par les banques centrales, intermédiaires entre les gouvernements et les banques commerciales, pour que l'économie de la dette puisse enrichir en continu l'*establishment* politico-financier.

Réfléchissez à ce que signifie vraiment un taux d'intérêt négatif. Des gens acceptent de payer pour qu'un Etat devienne leur débiteur. Quels gens ? Ni vous, ni moi. Des investisseurs institutionnels ("zinzins") qui, en toute connaissance de cause, ne souhaitent pas prêter leur argent et encore moins le laisser traîner dans une banque. Probablement en majorité des assureurs. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment que les risques sont actuellement trop élevés, même dans une banque.

Mais vous particulier vous ne pouvez abriter votre argent dans les caisses de l'Etat si vous pensez que le système bancaire est dangereux. Cette démarche est un privilège de "zinzin".

L'équivalent pour vous particulier, ce serait de vous louer un coffre pour y mettre des billets, votre argent *cash*, plutôt que de le laisser sur votre compte courant dans votre banque. Le tarif de location de votre coffre serait votre

taux d'intérêt négatif.

▪ **La dématérialisation de la monnaie, un danger pernicieux**

Sauf que cela, on va vous l'interdire. Car retirer votre argent de la banque, ce serait la mort de ce système déviant qui ne peut survivre que par la croissance infinie de la dette... dont le paiement des intérêts est garanti par vous.

Les gouvernements, les banquiers et les économistes payés par les deux précédents prônent donc un monde sans *cash*. Kenneth Rogoff, le professeur d'Harvard spécialiste de la dette publique, l'a clairement revendiqué dans un article du *Financial Times* en mai 2014. Officiellement, il s'agit bien sûr de lutter contre la criminalité et le blanchiment. Mais le véritable motif — donné en fin d'article — est d'appliquer des taux d'intérêt négatif aux dépôts du bon peuple. Un jour on vous annoncera que votre solde créditeur a été rabeté de 0,03%. L'Espagne vient de le décréter le 13 juillet 2014 avec effet rétroactif au 1er janvier.

*"[...] Quand les espèces sonnantes et trébuchantes auront disparu, il suffira de tapoter sur le clavier d'un ordinateur pour priver quiconque de toute possibilité d'obtenir par lui-même ses moyens de subsistance".*

— Song Hongbing, *La guerre des monnaies — La Chine et le nouvel ordre mondial*

La prochaine fois que vous sortez votre carte bancaire pour payer une petite somme que vous auriez très bien pu payer en liquide, pensez-y. Résistez, utilisez le *cash*.

**« Le gouvernement Valls est la dernière étape avant le chaos !... »**

Charles Sannat 4 septembre 2014 <http://www.lecontrarien.com/>

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je dois vous avouer que je n'en ai pas cru mes chastes oreilles, moi qui pensais naïvement que la reprise était là, que la « crôissance » allait revenir, ou encore que la courbe des « chômistes » allait s'inverser, et ne voilà pas que l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin nous fait une sortie digne d'un Fillon en pleine verve qui avait osé dire qu'il « était à la tête d'un État

en faillite », ce qui fut à l'époque très mal pris et tout le monde lui demanda de se taire.

Que vient de dire Raffarin ? Oh rien de bien grave, juste que « ce gouvernement est la dernière étape avant le chaos ». Il se reprend d'ailleurs aussitôt en disant en substance qu'il y aura nécessairement une grande crise politique nécessitant une dissolution, mais en réalité, Jean-Pierre Raffarin n'a en aucun cas peur d'une dissolution qui reste avant tout une action politique, démocratique et dans un cadre connu de tous. Des élections législatives n'ont jamais constitué un « chaos » quel qu'il soit et une cohabitation non plus. Alors pourquoi l'utilisation de ce terme en particulier ?

### **« Personne n'a intérêt à ce que Valls échoue »**

Raffarin a développé une analyse de la situation particulièrement exacte en insistant sur la vitesse de dégradation de la situation dans notre pays et sur l'impuissance de l'action publique. Il a bien décoché quelques piques à l'égard des socialistes mais cela n'a pas été le cœur de ses propos.

Il a même indiqué avec une grande justesse que personne n'avait intérêt à ce que Valls échoue mais que le virage social-libéral arrivait au pire moment pour sa mise en place et que cela ne fonctionnerait très probablement pas. Il a, hélas, parfaitement raison.

Lancer notre pays dans une grande politique de libéralisation lorsqu'il n'y a pas de travail, c'est précipiter des centaines de milliers de gens ou des millions vers une pauvreté assurée. Or c'est la misère qui fait le lit des révolutions violentes dont notre pays a le secret.

Vous savez à quel point je suis critique à l'égard de nos dirigeants, quel que soit leur bord ou le parti qu'ils représentent, ils sont en grande partie responsable depuis des années par leur mollesse et leur manque de courage de la situation désespérée dans laquelle nous nous trouvons et que nous allons devoir tôt ou tard affronter.

Néanmoins, nous devons tous souhaiter le succès de ce nouveau gouvernement, mais ne soyons pas naïfs : il n'y a presque aucune chance pour que Valls réussisse puisqu'il est déjà dans son propre camp très affaibli, minoritaire idéologiquement. Valls est plus un Premier ministre de droite que socialiste et son score de 5 % à la primaire PS le démontre parfaitement.



## **Le « chaos », en France, ce sera quoi ?**

Nous avons dans notre pays deux immenses faiblesses qui, lorsqu'elles rentreront en résonance – et elles vont le faire –, provoqueront une situation explosive pouvant rapidement dégénérer vers un chaos plus ou moins prononcé.

La première faiblesse est économique. Sans l'argent public (et il n'y a plus d'argent public dans notre État qui dépense depuis 40 ans l'argent qu'il n'a pas et qu'il n'a même plus la possibilité de créer puisque nous avons abandonné notre planche à billets à l'Europe dans le cadre de la monnaie unique), ce sont des pans entiers de notre société qui cesseront très rapidement de fonctionner.

Plus de pensions de retraite ou des versements partiels, plus de minimas sociaux ou des versements partiels. Des fournisseurs de l'État français qui ne sont déjà plus payés depuis des mois et dont les retards de paiements provoquent, au moment même où j'écris ces lignes, des faillites d'entreprises de plus en plus nombreuses et la mise au chômage des salariés... Plus d'accès aux soins ou aux médicaments. Les problèmes bancaires arriveront rapidement et de grandes banques pourraient ne pas y survivre. La France étant le maillon faible de l'Europe malade, une France partant à la dérive entraînerait avec elle l'ensemble de la zone euro et vraisemblablement sa dislocation.

Dans des économies complexes fonctionnant en flux tendus, les pénuries apparaissent en moins d'une semaine. Une grande ville comme Paris ne dispose que de 3 jours de stocks dans ses magasins et ses supermarchés. Une situation de blocage des comptes pendant plus de 15 jours comme ce fut le cas à Chypre entraînerait une situation quasi-insurrectionnelle dans notre pays avec pillages et autres joyeusetés.

L'autre faiblesse c'est évidemment que cela plaise ou non, que vous soyez pour ou contre, la communautarisation excessive de notre pays pour ne pas dire sa quasi-balkanisation, avec des communautés qui ne se parlent plus, qui ne se supportent plus et pour qui, disons-le, le « vivre-ensemble » a laissé place, au mieux et pour rester sobre, à une grande méfiance.

Je ne juge personne et ne condamne encore moins, car tel n'est pas le but de cet article. Je pose juste un fait, aussi désagréable soit-il pour toutes les

bonnes âmes bien-pensantes. La « diversité », le « multiculturalisme » appelez cela comme vous voudrez est un échec cuisant partout en Europe. Il est d'ailleurs forcément un échec lorsqu'il n'y a plus « intégration » et encore moins « assimilation ». Il ne reste alors plus que des haines qui s'autoalimentent jusqu'à devenir incontrôlables. J'ai beau le déplorer, j'ai beau le regretter, cela ne changera rien, hélas et triplement hélas, aux drames qui s'annoncent pour notre pays et pour nos concitoyens, quelle que soit leur « palette de couleur » !

Lorsque les difficultés financières rencontreront les difficultés sociétales que nous refusons d'affronter, alors les tensions s'exacerberont. C'est une évidence. C'est parfaitement prévisible. Logique, imparable et nous n'y couperont pas.

### **Comment s'y préparer ?**

Lorsqu'un ancien Premier ministre, dans le cadre d'une émission de grande écoute, utilise le terme « chaos », vous vous devez de l'entendre et de le prendre pour ce qu'il signifie même si cette signification peut vous sembler effrayante et elle l'est bien.

N'oubliez pas le PEL (patrimoine, emploi, et localisation) et le PEBC (plan épargne boîtes de conserve).

Soyez en mesure de quitter les grandes villes. Préparez-vous à rejoindre des zones moins exposées aux grands mouvements sociaux.

Soyez prêts en ayant devant vous les ressources nécessaires pour tenir plusieurs mois (en mode dégradé certes mais vous tiendrez mieux que les autres) en stockant ce qui est nécessaire à votre vie quotidienne (alimentation, médicaments, produits d'hygiène, etc.).

Pour votre patrimoine, pensez à l'assurer avec de l'or et de l'argent (métal) car si le chaos devait s'installer en France, n'oubliez pas que l'euro s'en sortira indemne, votre monnaie pourrait se disloquer ou s'effondrer. L'euro sans la France ou l'Allemagne n'est plus l'euro et la tentation du retour aux monnaies nationales risque de s'imposer comme une évidence. Néanmoins, prévoyez une somme d'argent en espèces car en cas de blocage des distributeurs de billets ou de fermeture des banques (hautement probable dans un contexte insurrectionnel ou de plus les transporteurs de fonds ne

transporteront plus rien), seules les espèces vous permettront de fonctionner un peu et de parer au plus pressé tant que l'euro sera encore accepté.

Enfin, pour votre localisation, tous ceux qui peuvent s'installer en zone rurale et cultiver un potager ont plus qu'intérêt à le faire et ce n'est pas faute de vous répéter ce discours depuis des mois pour ne pas dire des années.

En attendant, espérons tous le meilleur et que ce gouvernement, qu'il nous plaise ou non, réussisse mais préparons-nous au pire et à affronter une situation de « chaos » comme l'a si bien dit Jean-Pierre Raffarin.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

### [Hollande surnomme les gens pauvres « les sans-dents » selon Trierweiler](#)

Soyons justes avec notre président 5 minutes, enfin avec le président, parce que vu sa cote d'impopularité, je ne sais pas de qui il est le président. Bref, je disais soyons honnêtes car, de vous à moi, dans le privé, des traits d'humour noir un peu dégueu ou scandaleux nous en faisons tous et c'est toute la distinction entre des propos tenus dans l'intimité de la sphère privée et ceux tenus publiquement.

Le problème c'est que l'humour sur l'oreiller, c'est comme les histoires d'amour, ça se finit mal... en général !

Du coup, l'ex-première concubine qui ne se remet toujours pas de son éviction commence à balancer quelques méchancetés bien senties histoire d'achever l'ambulance Hollande qui, bien que président vraisemblablement le plus nul de l'histoire récente, n'en demeure pas moins un type sympathique et assez drôle.

Hélas pour lui, la situation n'étant pas marrante et les Français commençant à être excédés, cela ne va pas arranger ses affaires que tout le monde découvre que non seulement il « n'aime pas les riches », mais qu'il aime bien à l'occasion se foutre de la tête des pauvres en les appelant assez méchamment les « sans-dents ».

Alors Hollande premier ferait mieux de se méfier des sans-dents qui pourraient bien vite avec la crise économique devenir des sans-culotte et lui un sans-tête tant on sait comment se finissent les révolutions...

Au fait, le président sait-il pourquoi les pauvres sont des sans-dents ?

Parce que les soins dentaires coûtent particulièrement cher et qu'à 700 ou 800 euros la couronne, les gens, son peuple n'a juste pas les moyens de se soigner les dents et que les dents avec l'âge ont une fâcheuse tendance à tomber et laisser des trous béants.

Monsieur le Président, les sans-dents voudraient bien en avoir, ils ne le peuvent pas... pas comme vos nouvelles lunettes ou votre teinture pileuse.

Enfin, heureusement qu'il est de gôche, parce qu'un homme de droite dirait cela, que n'entendrait-on pas...

### **Gazoduc Force de la Sibérie : Poutine donne le coup d'envoi au chantier**

La politique des occidentaux menaçante à l'égard de la Russie, comme de la Chine, n'aura conduit qu'au rapprochement de ces deux grandes nations qui se sont pourtant bien souvent, au cours de l'histoire, regardées avec une grande méfiance même lorsqu'elles partageaient l'idéologie communiste.

La Russie se prépare donc à commercer sans dollar, en dehors du système SWIFT des règlements internationaux, directement avec la Chine dont les besoins en gaz sont largement aussi importants que ceux de l'Europe de l'Ouest.

À la fin 2017, la Russie sera donc en mesure de se passer de ses clients européens qui, eux, ne pourront pas faire sans le gaz russe car les gaz de schistes américains pourraient s'avérer n'être qu'une chimère dont la disponibilité est loin d'être assurée d'ici 3 ans lorsque l'on regarde les courbes de production des forages existants, sans oublier les dégâts environnementaux qu'ils provoquent et qu'une population américaine excédée pourrait ne plus accepter encore très longtemps.

Charles SANNAT

### **Belgique : le taux de chômage s'élève à 21 % dans la capitale**

Selon cette dépêche de l'Agence Xinhua, le chômage à Bruxelles est de 21 % de la population active, ce qui est un record digne des pays du Sud. La Belgique et nos voisins belges que j'apprécie beaucoup sont aussi nuls que nous, voire plus, raison pour laquelle je me sens proches d'eux. Leurs élites sont peut-être encore pires que les nôtres, alors évidemment cela rapproche

les peuples.

Vive la Belgique ! Vive la France ! Mais demain nous serons tous chômeurs.  
Vive l'Europe quoi !!

Charles SANNAT

BRUXELLES, 2 septembre (Xinhua) – En août, le taux de chômage s'élevait à 21 % de la population active en Région bruxelloise, rapporte mardi la presse belge.

Il s'agit d'une légère augmentation par rapport à la même période en 2013 (20,8 %), selon le site d'informations Trends.be.

Fin août, 111 629 Bruxellois étaient sans emploi, a-t-on indiqué, avant d'ajouter qu'on comptait au cours du mois dernier 10 147 entrées dans le chômage contre 9 953 sorties.

Cependant, le chômage des jeunes (de moins de 25 ans) a baissé de 1 236 unités sur base annuelle dans la capitale belge, a annoncé mardi Actiris, l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

Le chômage touche 28,6 % des jeunes contre 31,3 % l'an dernier, a-t-on précisé.

## **Les puissances européennes au seuil d'une nouvelle récession**

Les choses commencent à se préciser et il risque d'être de plus en plus difficile de masquer les véritables problèmes économiques qui se posent à l'Europe.

Il n'y a non seulement pas de reprise mais au bout de 7 années de crise, c'est bien une nouvelle récession qui se profile alors que les dettes souveraines sont monumentales et qu'il n'y a plus de marges budgétaires pour faire face à de nouvelles difficultés.

Préparez-vous.

Charles SANNAT

MOSCOU, 3 septembre – RIA Novosti

Le service allemand des statistiques a annoncé que l'économie du pays était

en recul au deuxième trimestre 2014, écrit mercredi le quotidien Novye Izvestia.

Étant donné que la situation est encore pire en France et en Italie (deuxième et troisième économies de la zone euro derrière Berlin), on peut bien parler d'un retour de la crise économique – à laquelle les dirigeants de l'UE avaient pourtant dit adieu il y a peu. Cette situation difficile s'explique essentiellement par les sanctions occidentales contre la Russie et pourrait provoquer un conflit entre l'Allemagne et d'autres pays de l'UE, qui seront certainement soutenus par la Banque centrale européenne (BCE).

Le service fédéral des statistiques Destatis a annoncé une réduction du PIB allemand de 0,2 % en avril-juin. Certes, on ne peut pas encore parler de récession, mais c'est un signal très inquiétant et inattendu pour la zone euro et l'Europe en général. Notamment après un premier trimestre actif pendant lequel l'économie allemande a affiché une progression de 0,7 %. La hausse du PIB de 1,2 % au deuxième trimestre par rapport à la même période en 2013 est une maigre consolation pour Berlin.

L'Allemagne a été touchée par les sanctions contre la Russie et de nouvelles mesures pourraient être adoptées à son encontre dès cette semaine. Les sanctions contre Moscou ont particulièrement affecté les compagnies allemandes, qui ont toujours entretenu des liens très étroits avec la Russie. La hausse de la consommation intérieure – 0,1% – s'est avérée trop faible pour compenser les pertes, dues en particulier à une réduction des échanges commerciaux de 0,2 %. Ou encore la réduction du capital de base de 0,2 % et des investissements dans la construction de 4,2 %. Les analystes de la société Markit estiment que l'indice des directeurs d'achat (PMI) diminuera pour passer de 52 en juillet à 51,4. Berlin n'avait pas connu de PMI aussi bas depuis un an. Un indice inférieur à 50 serait synonyme d'un début de récession.

Ces statistiques sont une mauvaise surprise pour Bruxelles. Les dirigeants européens parlent depuis un an de la sortie de crise comme d'un fait accompli. Mais la réalité montre que ces déclarations optimistes sont très exagérées. Cette année, la France a failli être officiellement inscrite comme « malade de l'Europe ». Le PIB français ne se réduit pas mais n'affiche pas une hausse pour autant alors que le chômage, lui, enregistre de nouveaux records de jour en jour. La situation en Italie est encore pire : on y assiste au

début de la troisième récession en cinq ans. Le chômage en Italie a atteint 12,6 %, sachant que 43 % des jeunes n'ont pas d'emploi.

Quand les affaires des plus grandes économies européennes vont mal, elles vont forcément mal pour la zone euro dans son entier, même en dépit de certaines améliorations constatées en Grèce et en Irlande. L'activité de l'industrie de transformation de la zone euro a ralenti plus brusquement que ne le pensaient les experts en août. Le PMI de la zone a baissé en août jusqu'à 50,7 contre 51,8 en juillet. L'inflation a atteint un seuil extrêmement dangereux – 0,4 %.

Le président de la BCE, Mario Draghi, semble être prêt au conflit avec l'Allemagne, où se trouve d'ailleurs le siège de l'organisation à Francfort. Lors d'un discours aux USA la semaine dernière, il a lancé un camouflet à Berlin, déclarant qu'il était temps de renoncer aux recettes de sauvetage proposées par l'Allemagne – c'est-à-dire des mesures d'austérité. Draghi avait déjà annoncé à plusieurs reprises le lancement, en automne, d'un programme d'achat d'importantes quantités d'obligations des pays en difficulté, ce qui irait à l'encontre de la politique de réduction des dépenses publiques. Mais on ignore si cela aidera vraiment à tirer la zone euro de la récession ou si des centaines de milliards d'euros disparaîtront ainsi dans le trou noir de la crise.

## **John Williams – Pas de Bail-ins Bancaire , de l'Inflation**

**Blog de la résistance 3 septembre**



<https://www.youtube.com/watch?v=clrpVNoPHII> (anglais, 28 minutes)

Résumé :

sur la croissance du PIB a 4.2 % : Déjà la marge d'erreur est de 3 à 3.5 % Dit John, et ce chiffre de 4.2 % est dû aux "inventaires" (artifice comptable, avec la pression des mid term elections) : ce n'est pas la réalité, et ils tentent d'avoir des chiffres de croissance positif jusqu'au jour des élections ;

Les chiffres du gouvernement sont donc bidons selon le patron de shadow stats ;

Il n'y a pas de reprise aux US confirme John : rien n'a été réglé depuis 2008, les banksters sont toujours en difficultés, etc

Stan Fisher, le vice président de la Fed a annoncé sur le site de cette dernière qu'il étudiaient un plan de confiscation des capitaux de déposants (bail ins) pour aider certaines institutions "systémiques" : si tout va si bien, pourquoi prévoir ce plan se demande Greg ;

Ils savent que l'économie ne va pas bien et qu'elle va plonger, alors ils se préparent selon John ;

"ça prendra sûrement 2 ans avant de voir émerger les vrais chiffres et ce qui s'est réellement passé dans l'économie ces derniers mois "

Voici les vrais chiffres de l'inflation et du chômage selon Williams : 9% et 23% respectivement

Williams pense que l'hyperinflation sera déclenchée par un sell off du dollar suite guidé par une perte de confiance, pas plus tard qu'en fin d'année (voir notre traduction ci dessous)





<https://www.youtube.com/watch?v=Ctu9Utc-Vlo>

Le QE (planche a billet) n'a pas servi à l'économie, mais a renflouer les banques , ce qui prouve que ces dernières sont en faillite : il n'y aura pas véritablement de fin au QE , qui va même revenir de plus belle, ce qui mettra de la pression sur le dollar, auquel les pays tourneront le dos , ce qui mènera à l'hyperinflation ;

Il ne pense pas qu'il y aura de Bail-ins Bancaire, pourquoi ?

Car ça mettra les banques en danger, en provoquant une perte de confiance massive et des banks runs, or ce n'est pas ce qu'ils veulent ;

Ils vont juste "monétiser" autant que possible, c'est à dire imprimer, ce qui causera de l'inflation, puis de l'hyperinflation .

## [Sur les risques d'une guerre nucléaire entre l'OTAN et la Russie](#)

Blog de la résistance 03 sept



**Notez que POUTINE a déclaré hier :**

## **‘Je peux m’emparer de Kiev en deux semaines’ :**

**Le président russe Vladimir Poutine a averti les dirigeants européens dans le journal italien La Repubblica qu’il n’aurait besoin que de deux semaines pour s’emparer de Kiev. Poutine aurait proféré cette menace au cours d’une conversation au sujet de la crise ukrainienne avec José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne:**

**Si je veux, je peux prendre Kiev en deux semaines ».**

**Ce commentaire a été formulé après que Barroso avait menacé le chef d’Etat russe d’infliger de nouvelles sanctions à la Russie. C’est le président de la CE lui-même qui l’a divulgué lors du dernier sommet de l’UE à Bruxelles.**

**Revue de presse 2013-2014 [Z@laresistance](mailto:Z@laresistance)**

== =

Le sommet de l’Union européenne tenu ce week-end à Bruxelles représente une sérieuse escalade de l’agression des puissances occidentales envers la Russie, ce qui augmente le risque d’une guerre totale en Europe et même d’une guerre nucléaire entre l’OTAN et la Russie.

Le président de l’Ukraine Petro Poroshenko, oligarque et dirigeant du régime de droite installé par les puissances occidentales à Kiev, a donné le ton au sommet. Il a exhorté l’UE à adopter une ligne encore plus dure contre la Russie, qui était responsable selon lui d’«agression militaire et de terreur».

«Nous sommes bien près du point de non-retour. Ce point de non-retour est la guerre totale, qui est déjà en cours dans les territoires sous la domination des séparatistes», a déclaré Poroshenko lors d’une conférence de presse.

Aux côtés du président de la Commission européenne Juan Manuel Barroso, Poroshenko a prétendu que Kiev espérait toujours une résolution politique au conflit, mais il a ensuite décrit une situation dans laquelle la guerre semblait inévitable.

«Nous sommes trop près de ce point de non-retour à partir duquel un plan de paix sera impossible», a-t-il dit, affirmant que depuis mercredi, «des centaines de chars et des milliers de soldats étrangers sont maintenant sur le territoire de l’Ukraine. Ce n’est pas seulement la paix et la stabilité de l’Ukraine qui sont grandement menacées, mais la paix et la stabilité de toute

l'Europe.»

Des responsables de l'UE et des dirigeants européens ont repris les accusations et les menaces de guerre contre la Russie. Le premier ministre britannique David Cameron a qualifié la situation en Ukraine de «très grave», ajoutant que «Nous devons, avec une réelle détermination, démontrer à la Russie que si elle continue d'agir de la sorte, les relations entre l'Europe et la Russie, la Grande-Bretagne et la Russie ainsi que les États-Unis et la Russie seront radicalement transformées.»

Dalia Grybauskaite, la présidente de la Lituanie, qui est membre de l'OTAN, a adopté un ton encore plus agressif: «Le fait est que la Russie est en état de guerre contre l'Ukraine. Cela signifie qu'elle est en état de guerre contre un pays qui souhaite intégrer l'UE. En pratique, la Russie est en état de guerre contre l'Europe», a-t-elle lancé durant le sommet.

Elle a ensuite exigé que «Nous devons appuyer l'Ukraine et envoyer du matériel militaire pour l'aider à se défendre. Aujourd'hui, l'Ukraine mène une guerre au nom de toute l'Europe.»

Ceux qui disent que les politiciens occidentaux ne font que réagir à l'agression russe contre l'Ukraine et doivent maintenant défendre l'Europe contre la Russie mentent effrontément. Cette crise a été provoquée par les puissances impérialistes, surtout l'Allemagne et les États-Unis, qui ont organisé un coup d'État, dirigé par des forces fascistes, contre le gouvernement ukrainien prorusse du président Viktor Yanoukovitch. Maintenant, l'UE et l'OTAN collaborent étroitement avec le régime fantoche qu'ils ont mis en place pour écraser militairement les rebelles prorusses en Ukraine de l'Est afin d'encercler encore plus la Russie et éventuellement l'assujettir.

Cité par des agences de presse russes, le président de la Russie Vladimir Poutine a affirmé que les puissances de l'OTAN étaient responsables de la crise en Ukraine, les accusant d'avoir soutenu un «coup d'État» en Ukraine en février.

«Ils devaient savoir que la Russie ne peut rester les bras croisés pendant que des gens sont abattus presque à bout portant», a déclaré Poutine. Même si elles subissent maintenant les contrecoups de leur aventure politique, les puissances impérialistes continuent de profiter de la crise fabriquée par elles

en Ukraine pour aviver les tensions avec la Russie.

Reprenant les commentaires de Poroshenko selon lesquels la Russie amenait le conflit ukrainien vers «le point de non-retour», Barroso a affirmé que les dirigeants de l'Europe allaient adopter de nouvelles sanctions, encore plus sévères, pour ramener Moscou «à la raison». Le président du Conseil européen, Herman Von Rompuy, a dit que les dirigeants européens s'étaient entendus pour «prendre d'autres mesures importantes» si la Russie ne reculait pas d'ici une semaine.

«Tous savent très bien que nous devons agir rapidement en raison des développements sur le terrain et de la perte tragique de vies humaines ces derniers jours», a déclaré Van Rompuy.

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé que d'autres sanctions étaient nécessaires, car «la situation s'est considérablement détériorée dans les derniers jours», et qu'elles seraient imposées «si cette situation perdure». Malgré ses nombreux appels téléphoniques avec Poutine, Merkel a dit qu'elle ne pouvait pas porter de «jugement final» sur ses intentions et qu'elle ne savait pas si Poutine prévoyait «annexer d'autres parties du pays». Elle a soutenu que l'Allemagne n'allait «certainement pas envoyer d'armes, car cela enverrait le message que ce conflit peut se résoudre militairement», mais que d'autres pays d'Europe pourraient adopter une position différente.

Il semblerait que les factions des gouvernements impérialistes qui avaient anticipé une réaction de la Russie aux provocations de l'Occident sont de plus en plus à la tête d'une campagne qui exige la militarisation totale de l'Europe et possiblement la guerre contre la Russie.

L'influent magazine d'actualité allemand *Der Spiegel* a publié dimanche un article intitulé «Niveau 4». Il est écrit qu'«au sein de l'OTAN, les tenants de la ligne dure se font plus nombreux» et que ceux-ci «exigent bien plus que des sanctions économiques».

*Der Spiegel* écrit: «La Pologne et les États baltes exigent une rupture sans équivoque avec la Russie et leur position obtient de plus en plus d'appuis. Le Canada, qui a une population de plus d'un million de personnes d'origine ukrainienne, est maintenant de leur côté. “La diplomatie a atteint ses limites face à l'agression russe”, a déclaré le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, Jean Asselborn. “Il faut se demander si une solution

diplomatique est même possible avec Poutine.” Plusieurs gouvernements d’Europe de l’Est tirent les mêmes conclusions.»

Vendredi, le *Financial Times* a rapporté que sept pays membres de l’OTAN prévoient la création d’une nouvelle «force de réaction rapide» d’au moins 1000 soldats pour renforcer l’OTAN. Cette force serait dirigée par la Grande-Bretagne. Le Danemark, la Lettonie, l’Estonie, la Lituanie, la Norvège et les Pays-Bas en feraient partie. Le Canada s’est aussi montré intéressé. Selon le FT, cette force pourrait intervenir dans les airs et sur mer, et comporterait des troupes capables d’intervenir rapidement au sol et pouvant mener des exercices militaires en Europe de l’Est. Cameron devrait faire l’annonce de cette force lors du sommet de l’OTAN qui se tiendra au pays de Galles plus tard cette semaine.

Dimanche, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*(FAS) avait à la une l’article «L’OTAN à l’est: bases militaires, dépôts d’armes et forces d’intervention» qui rapporte que l’OTAN prévoit établir cinq bases en Europe de l’Est. À chacune de ces bases, en Lettonie, Lituanie, Estonie, Roumanie et Pologne, jusqu’à 600 soldats seront déployés.

Le journal rapporte aussi que davantage de soldats seront déployés aux quartiers généraux régionaux de l’OTAN à Szczecin, en Pologne, qui sont actuellement sous la direction de l’Allemagne, de la Pologne et du Danemark. En «cas d’urgence», ils abriteront 60.000 soldats. Le FAS note que ces mesures font partie d’un «plan de préparation» qui serait discuté en détail durant le sommet. La Russie y est décrite comme une «menace à la sécurité euro-atlantique».

Depuis le début de la crise, les éléments les plus agressifs de l’OTAN, qui sont près de Washington et particulièrement des néoconservateurs au sein de l’élite dirigeante américaine, tentent de transformer l’OTAN en une alliance anti-russe et de faire en sorte que l’Europe soit constamment sur le pied de guerre contre la Russie. Ces changements se font très rapidement.

De plus, les dirigeants européens ont pris la décision lourde de conséquences de nommer Donald Tusk, le premier ministre de la Pologne, à la succession de Van Rompuy le 1<sup>er</sup> décembre. Le quotidien britannique *Guardian* l’a décrit comme «l’un des principaux faucons de l’UE sur la question du Kremlin et de la crise en Ukraine», et a soutenu que «la Pologne est à la tête de la

campagne qui exige une politique anti-Poutine et pro-Ukraine plus énergique».

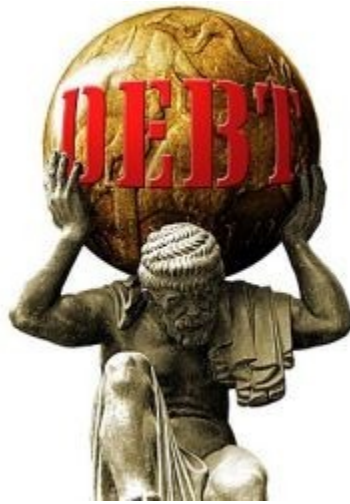
(Article paru d'abord en anglais le 1<sup>er</sup> septembre 2014)

<http://www.wsws.org/fr/articles/2014/sep2014/otan-s03.shtml>

## **Refuser la dette illégitime**

Chiara Filoni / Source : cadtm.org , Publié par medisma sur 4 Septembre 2014

**Refuser la dette illégitime est possible ! Les exemples récents de l'Argentine, de l'Équateur et de l'Islande**



Les dettes ont fortement augmenté en Europe depuis 2007-2008, c'est un fait.

Les gouvernements européens n'ont pas réussi à gérer cette crise provoquée par le comportement des banques, ils l'ont même empirée, c'est un autre fait.

Ce n'est pas la première fois, et de loin, que les peuples et leurs États font face à une crise de la dette. Or, des solutions qui ne mettaient pas en danger les droits fondamentaux des peuples ont été trouvées, et ce dans de nombreux cas. Sans remonter à l'époque des rois et des tzars (qui ont été nombreux à annuler leurs dettes vis-à-vis de leur créanciers lorsque cela était nécessaire) | [1](#)], regardons l'Histoire récente : entre 1946 et aujourd'hui il y eu 169 cas de suspension de paiement pour des périodes qui ont variés de 3 à 5 ans. [2](#)]

Les exemples de l'Argentine, de l'Équateur et de l'Islande ici proposés ne représentent que les dernières expériences d'annulation de dettes dans l'Histoire, chacune avec ses intérêts et ses limites.

Argentine

Il s'agit de la plus grande suspension de paiement dans l'Histoire. Fin 2001, l'Argentine a suspendu le paiement de sa dette pour un montant de 90 milliards de dollars. Les grandes banques nord américaines, italiennes et allemandes détenaient la partie la plus importante des titres de cette dette vendus sur le marché financier.

Après des décennies de politiques néolibérales et de plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et trois ans de récession économique très dure, le peuple argentin a décidé de se rebeller contre les diktats des institutions financières internationales et de descendre dans les rues. C'est la crise politique. Cinq présidents se succèdent en quelques semaines et le cinquième, sous la pression de la rue, déclare la suspension de paiement, malgré les pressions extérieures.

L'année 2002 connue de grands chamboulements, avec entre autres une certaine fermeture des débouchés vers l'étranger. Mais l'Argentine réussit à économiser grâce à l'argent qui se libère de la suspension de paiement de la dette publique. De 2003 à 2009, l'Argentine enregistre un taux de croissance de 7 à 9%. Mais d'autres politiques et cercles vertueux s'étaient également mis en route, en premier lieu la récupération de certaines entreprises (même de grande taille) par les travailleurs et travailleuses, suite à l'abandon par les propriétaires.

Malheureusement, ce que l'Argentine a réellement fait est une négociation avec ses créanciers internationaux plus qu'une annulation de sa dette. Le pays avait proposé une décote (exonération) de 65\$ sur chaque titre de sa dette publique en payant 35\$ au lieu de 100\$, décote qui fut acceptée par la plupart des banquiers de l'époque qui ne pouvaient plus vendre ces titres pour un bon prix sur le marché secondaire. <sup>[3]</sup> 76% des titres ont alors été changés dans ces termes, ce qui a tout de même permis une réduction de 2/3 de la dette.

Il faut noter qu'une réelle suspension unilatérale s'est parallèlement opérée : à partir de fin 2001 l'Argentine n'a plus payé sa dette à l'égard du Club de Paris (cartel de pays industrialisés créanciers). On n'en parle peu, voire pas, mais il s'agit d'une véritable décision souveraine unilatérale pour faire primer les droits sociaux et économiques du peuple argentin sur les droits des créanciers.

Équateur

Un autre cas, à certains égards plus intéressant encore, est celui de l'Équateur. Rafael Correa a été élu Président de la République Équatorienne fin 2006 avec un programme basé, entre autres, sur la désobéissance aux institutions financières internationales et sur une solution concernant la dette accumulée pendant le régime dictatorial et son augmentation sans fin. Immédiatement son administration a en effet engagé un audit de la dette publique du pays sur une période allant de 1976 à 2006. Cet audit a été mené par une commission de dix-huit experts dont le CADTM et d'autres organisations de la société civile locale et étrangère. Après quatorze mois de travaux, après avoir épluché des dizaines de milliers de dossiers et des centaines de contrats, la commission d'audit a rendu son avis et a déclaré comme illégitime 85% de la dette interne et externe. Il s'agissait de titres de la dette publique qui venaient à échéance entre 2012 et 2030, pour un montant total de 3.230 millions de dollars.

Cet acte unilatéral souverain a provoqué des réactions de la part les créanciers, pour la plupart des banques nord-américaines. Après avoir menacé le pays (comme dans le cas de l'Argentine) avec tous les moyens à leurs dispositions, notamment médiatiques, ils ont commencé à revendre leurs titres sur les marchés à 20% de leur valeur. Finalement, le gouvernement équatorien est arrivé à racheter discrètement 91 % des titres pour un montant total de 900 millions de dollars. Ce qui fait, en prenant en compte ce stock de capital racheté à bas prix mais aussi les intérêts qui auraient du être payés jusqu'en 2030, une économie de près de 7 milliards. Ceci a permis de faire passer le service de la dette de 32 % à 15 % du budget et les dépenses sociales de 12% à 25%... et d'ainsi améliorer considérablement les conditions de vie de la population. [\[4\]](#)

## Islande

En se rapprochant de l'Europe, le cas de l'Islande a fait énormément de bruit, et pour cause. Le pays a vu s'effondrer ses banques en 2008 (en même temps que l'effondrement de Lehman Brothers aux États-Unis ou des banques belges ou irlandaises). Leurs dettes cumulées constituaient 10 fois le PIB du pays. L'État n'ayant pas les moyens de les renflouer, le FMI est intervenu en accordant un prêt de 2,1 milliards de dollars à l'Islande en échange – pour changer – d'une cure d'austérité.

Entre temps, le gouvernement a bloqué les mouvements de capitaux du pays,



et le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont exigé de l'Islande qu'elle rembourse les 3,9 milliards d'euros qu'il avaient eux-mêmes dégagé pour garantir les dépôts de leurs citoyens clients de la banque Icesave.

La population islandaise, en apprenant les négociations en cours entre leur pays et le Royaume-Uni et les Pays-Bas, est descendue dans la rue pour dire Non à cette socialisation des dettes privées des banques. Il aura fallu deux referendums pour refuser cette politique, mais le peuple a gagné. Sur ce point, en tout cas.

## Conclusion

Ces trois exemples ne doivent pas être considérés comme des modèles, mais comme des pistes dont de nombreux pays pourraient s'inspirer plutôt que de suivre aveuglément la politique austéritaire...

Les trois pays continuent de mener des politiques néolibérales, plus ou moins selon les cas. Les économies de l'Équateur et de l'Argentine restent basées sur un modèle extractiviste-exportateur de nature capitaliste, ce qui est en train de ruiner le cercle vertueux entamé par le refus du paiement des leurs dettes. Dans le cas de l'Islande, même si cette dette impayable fut refusée, le pays a tout de même appliqué les mesures promues par le FMI.

Malgré toutes ces limites, ces exemples montrent qu'il est tout à fait possible de refuser de payer la dette publique et que ce n'est pas le chaos qui suit, bien au contraire. Avec, dans le cas de l'Équateur une décision d'entamer un processus d'audit pour identifier la partie illégitime de la dette qui pourrait être répétée dans de nombreux pays, dont la Grèce. Pour le CADTM, une dette illégitime ou odieuse, ou tout autre dette qui empêche l'État de subvenir à ses obligations envers sa population, ne doit dans aucun cas car être payée, selon les principes mêmes du droit international, car elle ne profite pas aux intérêts de la population mais aux intérêts d'une minorité très restreinte de détenteurs de capitaux.

Enfin, l'annulation de la dette publique est une mesure qui doit être accompagnée d'autres mesures complémentaires et toutes aussi radicales (comme la socialisation du secteur bancaire, une révolution fiscale, etc.).

De nombreuses initiatives d'audit citoyen de la dette ont commencé à naître en Europe (avec le réseau ICAN : « International Citizen debt Audit Network»). En Belgique, une plateforme d'audit « ACiDe » a été créée il y a un peu plus d'un an et compte aujourd'hui une dizaine de groupes locaux,

ainsi qu'une trentaine d'organisations membres. N'hésitez pas à la rejoindre et à faire parler de la dette autour de vous ! Seule une mobilisation suffisante de la part de la population est de nature à changer le rapport de force actuellement en cours entre les banques et les populations.

Chiara Filoni / Source : [cadtm.org](http://cadtm.org)

## Notes

[1] Eric Toussaint, « Série : Les annulations de dette au cours de l'histoire », <http://cadtm.org/La-longue-tradition-des>

[2] Eric Toussaint, « Argentine, Equateur et Islande : des solutions à la crise de la dette pour l'Union européenne ? », Vidéo : <http://w41k.com/80011>

[3] Les autres se sont constitués en "Fonds Vautours" qui traînent l'Argentine devant tous les tribunaux et avec toutes les méthodes possibles pour lui faire payer sa dette à la valeur nominale (voire avec intérêts de retard).

[4] Eric Toussaint, « Trois exemples de suspension et d'audit » [http://cadtm.org/IMG/pdf/3\\_exemples...](http://cadtm.org/IMG/pdf/3_exemples...)